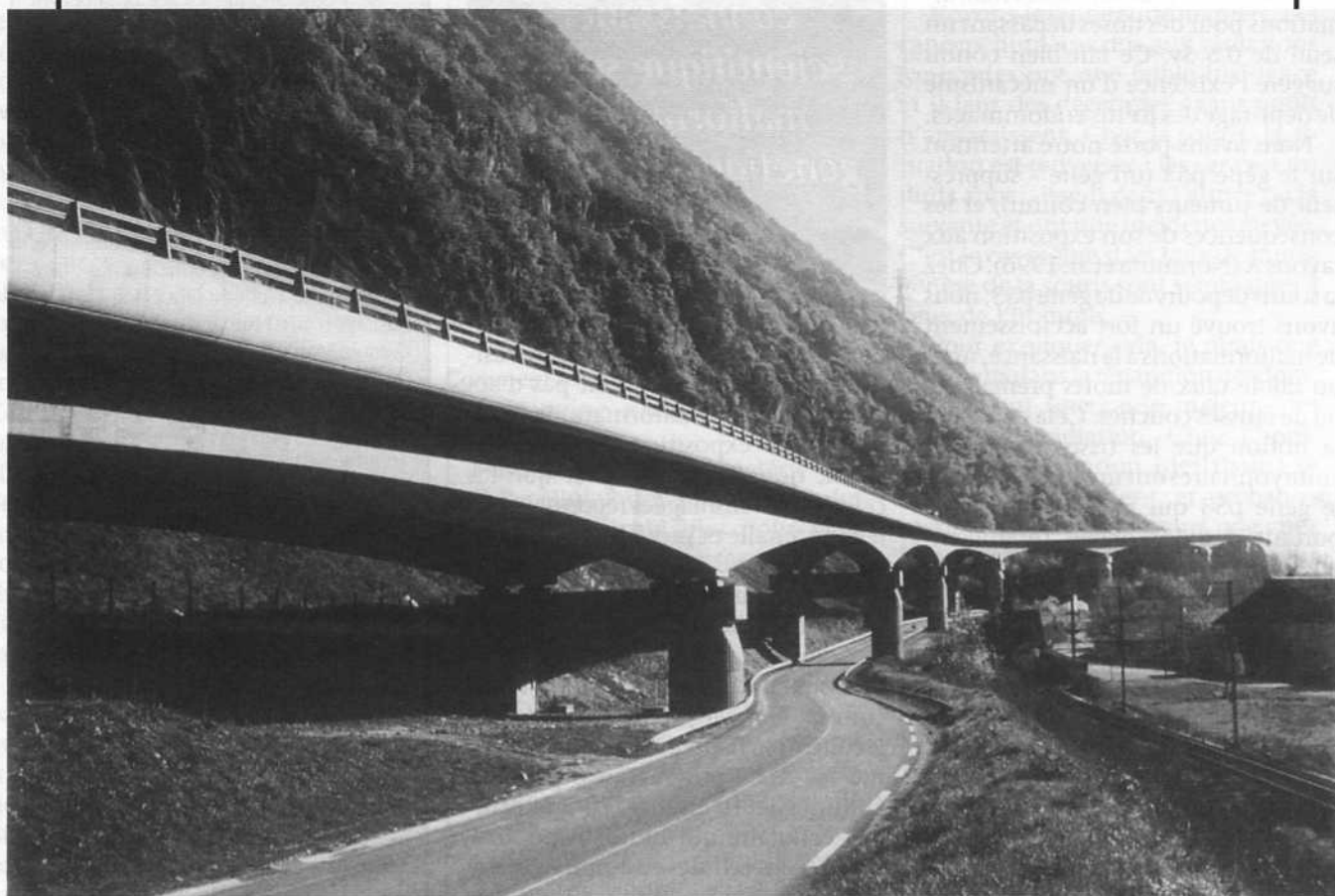


L'infrastructure économique de base

Nous terminons ici la publication du livre de Lyndon LaRouche, intitulé So, you Wish to Learn All About Economics ? Dans le chapitre 9, l'auteur souligne l'importance de l'infrastructure économique de base et comment elle a été détruite aux Etats-Unis par certains intérêts préoccupés avant tout par le court terme. Enfin, dans le chapitre 10, il aborde brièvement la question de l'inflation.



Dans une étude portant sur les investissements américains d'après-guerre dans l'infrastructure économique de base, une équipe d'économistes dirigée par Uwe Parpart-Henke a découvert que la corrélation statistique la plus juste que l'on puisse rencontrer en économie est celle qui existe entre les taux d'amélioration de l'infrastructure économique de base et les accroissements dans la productivité du travail¹. On peut en effet constater qu'il existe, environ douze mois après un accroissement de l'investissement dans l'infrastructure économique de base, un accroissement similaire dans la productivité du travail. Si l'on superpose les deux diagrammes, en décalant la courbe de la productivité de douze mois en arrière, les deux courbes sont pratiquement identiques.

Les Etats-Unis ont, dans une large mesure, augmenté le taux d'investissement dans l'amélioration de l'infrastructure jusqu'au milieu des années 60. Après cette date, ce taux chuta. Certes, l'investissement total dans l'infrastructure augmenta mais avec un taux de croissance en chute libre. L'investissement total dans la maintenance et l'amélioration de l'infrastructure a atteint son maximum d'après-guerre en 1969. Après cela, ces dépenses furent inférieures à leur « condition de seuil ». Si l'on voulait aujourd'hui restaurer l'infrastructure dans l'état où elle se trouvait à peu près en 1970, il faudrait dépenser au moins 3000 milliards de dollars (de 1983), à cette seule fin.

La responsabilité de la construction et de l'entretien de l'infrastructure incombe traditionnellement à la puissance publique. Cette responsabilité s'exerce de diverses manières :

1. les dépenses directes dans la construction et l'amélioration de l'infrastructure, que ce soit au niveau local, des Etats ou de l'Etat fédéral ;

2. les agences fédérales ou gouvernementales, telles que la Tennessee Valley Authority (T.V.A.), les autorités portuaires, etc. ;

3. les entreprises de service public (*public utilities*) ;

4. les équipements privés relevant du commerce à l'intérieur d'un Etat ou entre Etats, mais soumis à des réglementations publiques, y compris les transports publics et les communications.

Une grande partie de cet effort est

effectuée par la puissance publique sous forme de dépenses budgétaires directes et de mobilisation de capitaux publics (le premier cas cité ci-dessus).

Depuis 1970, mais plus particulièrement depuis les années 1973 à 1975, les dépenses gouvernementales dans ces catégories ont été réduites à une vitesse accélérée, ce que l'on peut clairement constater en prenant comme référence les estimations officielles en dollars constants. Cependant, c'est seulement si l'on considère le véritable taux d'inflation, beaucoup plus rapide que celui fourni par ces estimations officielles « politiquement correctes », que les carences apparaissent alors dans l'entretien de l'infrastructure rendant compte du délabrement physique réellement intervenu dans le laps de temps mentionné.

Ayant ceci à l'esprit, réfléchissons à la question suivante : où se retrouvent les coûts du délabrement de l'infrastructure dans la comptabilité nationale ? Pour une grande part, ils ne sont pas rapportés et même ignorés. En conséquence, et pour cette seule raison, le produit national (la valeur ajoutée) des Etats-Unis, au cours de la période 1971-1983, a été surestimé d'au moins 3000 milliards de dollars (en dollars constants, valeur de 1983). (Nous devons peut-être réduire ce chiffre afin de tenir compte que certains éléments de la contraction de l'infrastructure sont réellement rapportés dans la comptabilité nationale par les contribuables privés, les entreprises de service public, etc.)

Ceci signifie que si l'on avait fait apparaître, dans la comptabilité publique et privée, les charges que représentent la diminution et la dépréciation de l'infrastructure, les marges de bénéfice brut pour la somme des activités économiques publiques et privées auraient dû être, entre 1971 et 1983, réduites d'une somme considérable, de l'ordre des 3000 milliards de dollars (en dollars constants, valeur de 1983) représentant le déficit estimé dans l'infrastructure ! En d'autres termes, ces coûts de la diminution et de la dépréciation de l'infrastructure auraient dû être pris en compte et ajoutés aux coûts des papiers de biens d'équipement et de consommation pour la période 1971 à 1983.

Il y a une trentaine d'années, un

groupe de « raiders » avait pris le contrôle du New Haven Railroad (compagnie de chemin de fer de la Nouvelle-Angleterre). En diminuant les dépenses de maintenance des voies ferrées, du matériel roulant, etc., le montant des charges par dollar de chiffre d'affaires fut considérablement réduit. Ces bénéfices momentanés, obtenus par pillage d'actifs, ont permis d'ajouter des augmentations fictives de recettes au rendement financier réalisé par chaque action en circulation. Sur la base du PER (Price Earning Ratio : rapport entre le prix d'une action et son bénéfice annuel, NdT), la valeur des actions s'est alors envolée ; les raiders se sont débarrassés de celles qu'ils possédaient en réalisant ainsi un bénéfice très substantiel mais en laissant derrière eux des chemins de fer en ruines.

Ceci constitue le modèle de ce qui a été infligé à l'économie américaine dans son ensemble à partir de 1966, et plus particulièrement depuis les années 1971 à 1974. L'astuce n'est pas nouvelle ; la mise en faillite de Jay Cooke, au début des années 1870, et l'introduction du Specie Resumption Act, permirent de lancer un processus similaire de pillage, avec les chemins de fer pour cible privilégiée, dans les années 1870 et 1880. A cette époque, et par la suite également, beaucoup de grandes fortunes américaines se bâtirent grâce à ces méthodes, de concert avec le pillage des Etats-Unis organisé par des intérêts britanniques et d'autres pays. Au moment où il fut opéré, le pillage du New Haven Railroad ne constituait pas une innovation. Depuis 1966, et encore plus depuis 1971-1974, ce type de pillage a été lancé à grande échelle contre l'infrastructure et l'industrie de base.

Les « familles »

Revenons en 1763, à l'époque de ce long trajet en voiture au cours duquel Adam Smith reçut les instructions de Lord Shelburne concernant la destruction économique et la limitation de l'autonomie des colonies anglaises en Amérique du Nord. A partir de là et jusqu'en 1863, l'establishment britannique, principalement regroupé à cette époque autour de la Compagnie britannique des

Indes orientales, s'efforça de détruire les Etats-Unis d'Amérique. Pour la mise en place de cette politique, la faction de l'establishment composée de l'entourage de Lord Shelburne s'assura la collaboration d'une force présente au sein même de l'Amérique du Nord anglophone : les Tories. Cette faction Tory, associée à Aaron Burr pendant toute cette période et jusqu'à sa mort, avait deux composantes : un groupe de Tories ayant quitté les Etats-Unis (certains pour y revenir plus tard) ; un autre groupe ayant constitué le « réseau dormant » des dirigeants Tories demeurés sur place. On y retrouvait principalement les familles liées aux Compagnies des Indes orientales britannique et hollandaise, à New York et dans le New Jersey, ainsi que leurs alliés de Nouvelle-Angleterre, les Russell, Cabot, Lowell, Higginson, Peabody, Perkins, Cushing, etc.²

On retrouve ces familles aussi bien derrière les insurrections jacobines des années 1790 que dans une intrigue montée par Burr pour détruire les Etats-Unis en 1800 et 1804 ; ce sont également elles qui sont impliquées dans les conspirations sécessionnistes de 1807-1808, ainsi que dans de graves trahisons de 1812 à 1814. Dans les années 1780, certains éléments issus de ce groupement de familles étroitement liées par le mariage furent associés à la Compagnie britannique des Indes orientales dans la traite des Noirs et, au début des années 1790, dans le trafic d'opium en Chine. A partir des années 1820, en collaboration avec les services de renseignements britanniques et des intérêts suisses et jésuites, ces mêmes familles fomentèrent la Guerre Civile. Elles créèrent en même temps le mouvement abolitionniste ainsi que la conspiration sécessionniste des confédérés esclavagistes dans les Etats de Caroline : leur objectif était — comme l'a confié dans sa correspondance personnelle August Belmont, le « faiseur de rois » du Parti Démocrate — de faire éclater les Etats-Unis en plusieurs fragments.

Ceci constituait le courant des agents d'influence britanniques qui collaboraient avec les agents des Services secrets britanniques tels que Sir John Robison³. Leur but, dès les années 1796-1797, fut — répétons-le — de détruire les Etats-Unis de l'intérieur. Ce sont les mêmes qui promurent en Amérique du Nord la *Richesse*

des Nations d'Adam Smith, toujours dans le même objectif. Ces mêmes forces contrôlèrent les présidents Andrew Jackson, Martin Van Buren, James Polk (1845-1849), Franklin Pierce (1853-1857) et James Buchanan (1857-1861)⁴. Après la défaite de leurs confédérés, parmi lesquels Judah Benjamin (1811-1884)⁵ et les Slidells en Louisiane, ces mêmes familles profitèrent de l'assassinat du président Abraham Lincoln (1861-1865)⁶ pour entreprendre le pillage des Etats « sudistes » placés sous occupation militaire fédérale, augmentant ainsi fortement la richesse qu'ils avaient accumulée à l'aide d'entreprises aussi nobles que la traite des Noirs ou le trafic d'opium en Chine⁷.

Ils mirent ainsi en coupe réglée ceux qu'ils avaient prétendu défendre, montrant que peu leur importait la manière au vu du résultat. Ils utilisèrent leur richesse, en coopération avec des forces étrangères dirigées depuis Londres, pour mettre en faillite Jay Cooke (1821-1905), promouvoir le Specie Resumption Act⁸ et mettre les Etats-Unis à genoux. Ils firent passer le Federal Reserve Act, avec l'aide de leur homme de paille, Teddy Roosevelt⁹, et de leur président, Woodrow Wilson¹⁰. Aux Etats-Unis, ils contrôlent les principales universités et les médias d'information « libéraux », le monde du spectacle comme la plupart des maisons d'édition. Ils forment « l'Establishment libéral de la Côte-Est », couramment identifié comme une branche américaine de la London Round Table, connue d'abord sous le nom de National Civic Federation avant d'adopter aujourd'hui celui de « New York Council on Foreign Relations ». Ils sont ce que le Président Franklin D. Roosevelt (1933-1945) désignait de temps à autre comme les « royalistes de l'économie ». Ils sont parfois appelés « les patriciens », et il n'est pas rare qu'ils stipendient des écrivains pour produire des livres et des articles les dépeignant sous l'image des patriciens de la Rome antique, les « sang-bleu », les « familles » constituant la riche « aristocratie » américaine. Ils sont des *oligarques*, au sens strict du terme, tel que nous l'avons défini dans un chapitre précédent.

Ils essaient, encore aujourd'hui, de détruire la république constitutionnelle fédérale des Etats-Unis. A titre d'exemple, Pamela Churchill Harriman [longtemps ambassadrice

américaine à Paris, NdT], épouse d'Averell Harriman, ancien ambassadeur à Moscou, sous-secrétaire d'Etat et gouverneur de New York, finance une faction au sein du Parti Démocrate qui vise explicitement à changer la Constitution américaine afin d'établir un régime parlementaire sur le modèle britannique. Aux Etats-Unis, les Harriman ont été pendant la plus grande partie de ce siècle des racistes notoires ; la famille Harriman contrôle d'ailleurs toujours le mouvement eugéniste. Averell Harriman n'a pas seulement soutenu très tôt le dictateur fasciste italien Benito Mussolini ; lors d'un symposium tenu en 1932 au Muséum d'histoire naturelle de New York, lieu de réflexion sur l'eugénisme et autres dogmes similaires, la famille Harriman s'est mise aussi à faire l'éloge des nazis hitlériens pour leurs doctrines « d'hygiène raciale », doctrines virtuellement identiques à celles de l'« eugénisme » promu par les Harriman¹¹. « Des libéraux ? Des « libéraux » soutenant non seulement le fascisme, mais aussi les doctrines d'hygiène raciale d'Hitler ? » Pour résoudre ce paradoxe apparent, il suffit de nous référer à notre description sommaire du libéralisme britannique du XIXème siècle, donnée dans un chapitre précédent.

Bien que ces groupes familiaux se soient engagés dans des oligopoles aussi bien industriels que financiers, ils furent cependant, dans leur vision philosophique oligarchique, des malthusiens avoués (adeptes du « darwinisme social ») bien avant qu'ils ne lancent le « néo-malthusianisme » au cours de l'automne-hiver 1969-1970, avec leurs confédérés étrangers de même philosophie. Ils furent, aux Etats-Unis, la force qui orchestra la campagne de propagande en faveur d'une société postindustrielle. Par conséquent, nous ne devons pas nous bercer d'illusions et croire qu'en nous précipitant dans ces milieux avec la preuve que la destruction de l'infrastructure des Etats-Unis a été un désastre, nous les persuaderons de reconnaître l'erreur de leur démarche.

On a souvent essayé d'expliquer certains comportements politiques de cet « establishment libéral » en termes de « conspiration ». Il y a certes une grande part de conspiration dans la *mise en œuvre* de telles politiques. Les conspirations existent, mais la plupart des explications fournies

